agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
Fondata nel 1927
http://www.fides.org

ASIE/PAKISTAN – Attaque contre des chrétiens : initiative de la Cour Suprême et solidarité de la part de responsables politique et religieux

Islamabad (Agence Fides) – Ce matin, 11 mars, la Cour Suprême du Pakistan a tenu des audiences afin d'élucider l'attaque contre le quartier chrétien de la Joseph Colony, ayant eu lieu samedi dernier à Lahore, attaque au cours de laquelle 178 maisons de chrétiens ont été incendiées suite à un cas de blasphème présumé. Le Président de la Cour Suprême, Iftikhar Muhammad Chaudhry, a évoqué à soi l'examen du cas par le biais d'une mesure motu proprio. Les rapports sur les faits ont été présentés par le chef de la police de la province du Pendjab et par l'Avocat général de l'Etat au sein de ladite province.
Entre temps, vues les pressions croissantes de l'opinion publique, les responsables politiques et religieux se sont prononcés sur le cas. Dans une note envoyée à Fides, Paul Bhatti, Conseiller spécial du Premier Ministre chargé de l'Harmonie, demande « une enquête transparente » et « l'arrestation immédiate des coupables » stigmatisant « une mentalité qui entend créer un fossé entre les différentes communautés au Pakistan » ainsi que « ceux qui se placent au-dessus de la loi ». Bhatti invoque « un effort collectif afin de promouvoir l'harmonie et d'arrêter l'intolérance croissante ». Imran Khan, responsable du parti Pakistan Tahrik-e-Insaf, a condamné la violence, remarquant : « si les coupables du massacre de Gojra (épisode similaire remontant à quelques années en arrière NDR) avaient été présentés à la justice, l'attaque contre Badami Bagh n'aurait jamais eu lieu ». A Karachi, des membres du Mutahida Quomi Movement (MQM) ont formé une chaîne humaine avec les chrétiens afin de protester contre le fait, réclamant la démission du gouvernement du Pendjab.
Ainsi que cela a été indiqué à Fides, est arrivée aux responsables chrétiens l'expression de la solidarité des responsables musulmans de 30 écoles islamiques sunnites appartenant au mouvement Sunni Tehreek. Des responsables des mouvements musulmans Jamat-e-Islami et Jamiat Ulema-e-Islam de Fazlur Rehman (JUI-F) ont eux aussi condamné cet acte comme « étranger à la religion islamique ». (PA) (Agence Fides 11/03/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it